

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°21624 - 80ÈME ANNÉE

113 journalistes demandent aux États-Unis d'imposer un embargo sur les armes à Israël



Plus de 100 journalistes ont envoyé une lettre au secrétaire d'État américain, Antony Blinken, pour demander à l'administration Joe Biden d'imposer un embargo sur les armes à Israël, suite à la poursuite des attaques contre les reporters palestiniens à Gaza.

La lettre a été signée par 113 journalistes, 7 organisations de défense de la liberté de la presse et 20 organes de presse. Elle accuse les États-Unis de se rendre complices des actions d'Israël en raison de leur soutien indéfectible à Tel-Aviv.

"Depuis le 7 octobre 2023, Israël a tué plus de 160 journalistes palestiniens. Il s'agit du plus grand nombre de journalistes tués dans une guerre". "Alors que les bombardements indiscriminés d'Israël sur la zone densément peuplée de Gaza signifient qu'aucun civil n'est à l'abri, Israël a également (...) documenté à plusieurs reprises le ciblage délibéré de journalistes" ont écrit ces journalistes.

"Les actions militaires d'Israël ne sont pas possibles sans les armes, l'aide militaire et le soutien diplomatique des États-Unis.

En fournissant les armes utilisées pour tuer délibérément des journalistes, vous vous rendez complice de l'un des plus graves affronts à la liberté de la presse aujourd'hui", ont ils souligné.

La lettre a aussi accusé Tel-Aviv de supprimer la couverture médiatique de ses actions à Gaza. Cela comprend des coupures d'Internet, une censure militaire imposée aux journalistes nationaux et internationaux, l'interdiction pour les reporters étrangers d'entrer à Gaza et l'interdiction d'Al Jazeera dans le pays sous le prétexte de la sécurité nationale.

"Le ciblage délibéré des journalistes par Israël s'inscrit dans une tendance de longue date du gouvernement israélien à supprimer les informations véridiques sur la façon dont il traite les Palestiniens et sur la guerre qu'il mène à Gaza", peut-on lire dans la lettre.

L'appel souligne la gravité des actions d'Israël à l'encontre des journalistes, qui ont été largement documentées bien avant le début du conflit actuel, le 7 octobre.

169 journalistes tués à Gaza depuis le 7 octobre 2023

"Le nombre de journalistes tués s'est élevé à 169 journalistes, hommes et femmes, depuis le début de la guerre génocidaire contre Gaza, après le meurtre de notre collègue Ibrahim Marwan Mouhareb", a indiqué ce 19 août le bureau des médias du gouvernement dans la bande de Gaza.

Reporters sans frontières (RSF) a aussi

dénoncé le ciblage des journalistes et réitère son appel urgent à la protection des journalistes à Gaza. Un journaliste indépendant a été tué et une autre blessée le 18 août par les tirs d'un char israélien qui a visé un groupe de journalistes identifiables, selon des témoins et des images vidéo recueillis par RSF.

Ibrahim Muhareb (26 ans) et Salma al-Qaddoumi faisaient partie d'un groupe de journalistes qui se rendaient à Khan Younés le 18 août pour couvrir le retrait des forces israéliennes du village situé au centre de Gaza.

"Ibrahim Muhareb est le dernier journaliste en date à avoir été tué pour avoir voulu exercer son métier à Gaza. Des vidéos et des témoignages indiquent que le groupe de reporters dont il faisait partie était isolé et identifiable lorsqu'un char israélien a ouvert le feu. Ces informations indiquent que la presse a été prise pour cible. RSF dénonce ces attaques récurrentes de l'armée israélienne contre les journalistes. La communauté internationale doit faire pression sur Israël pour que cesse ce carnage et il est également primordial de mettre un terme à l'impunité de ces crimes. RSF déposera une nouvelle plainte auprès de la Cour pénale internationale pour crimes de guerre commis contre des journalistes", a déclaré Jonathan Dagher, Responsable du bureau Moyen-Orient de RSF.

Ibrahim Muhareb, était un journaliste indépendant de Gaza pour le site d'information en ligne palestinien PDN. Dans un communiqué, la rédaction a indiqué que *"tous ses employés ont pleuré ce lundi matin (19 août) son collègue journaliste martyr Ibrahim Muhareb, tombé en martyr hier après que l'artillerie de l'occupation israélienne a tiré un obus sur lui et sur un certain nombre de collègues journalistes, ce qui a conduit à son martyre et la blessure d'autrui"*.

S'en prendre à des journalistes constitue un crime de guerre

L'appel souligne que le fait de s'en prendre à des journalistes constitue un crime de guerre au regard du droit international. Il note également que la législation américaine interdit d'aider les forces étrangères impliquées dans des violations des droits de l'homme.

De plus, le bilan d'Israël en matière d'exécutions extrajudiciaires de journalistes constitue une violation manifeste de cette interdiction. Cet appel est le dernier d'une série d'appels à l'action largement ignorés.

En avril, plus de deux douzaines de journalistes palestiniens ont exhorté les journalistes américains à boycotter le dîner annuel des correspondants de la Maison Blanche.

Trois mois plus tard, plus de 60 organisations ont demandé aux autorités israéliennes d'autoriser l'accès libre et sans restriction des médias à Gaza, en invoquant la *"charge déraisonnable et insoutenable"* imposée aux journalistes locaux pour documenter les événements.

Cette lettre coïncide avec un rapport de la Fédération internationale des journalistes révélant que les reporters qui couvrent le conflit meurent à un rythme nettement plus élevé que les autres professions.

Le rapport indique que plus de 12 pour cent des journalistes de Gaza ont été tués, suggérant que le taux de mortalité *"anormalement élevé"* indique que les travailleurs des médias sont délibérément ciblés par l'armée israélienne.

L'ONU dénonce un record « inadmissible » de violences contre les humanitaires en 2023

L'ONU a dénoncé le 19 août les violences « inadmissibles » qui se banalisent contre les travailleurs humanitaires dont 280 ont été tués dans le monde en 2023. Ce record s'explique par la guerre à Gaza et risque d'être battu dès 2024.

« *La normalisation de la violence contre les travailleurs humanitaires et le fait que personne ne rende de comptes sont inacceptables, inadmissibles et extrêmement dangereux pour les opérations humanitaires, partout* », a dénoncé Joyce Msuya, cheffe par intérim du bureau humanitaire de l'ONU (OCHA), à l'occasion de la Journée mondiale de l'aide humanitaire.

« *Avec 280 travailleurs humanitaires tués dans 33 pays l'an dernier, 2023 a été l'année la plus meurtrière jamais enregistrée pour la communauté humanitaire internationale* », avec une augmentation de 137% par rapport à 2022 (118 tués), a souligné l'OCHA dans un communiqué, utilisant les chiffres de la base de données Aid Worker Security Database qui remonte à 1997.

Selon ces données, plus de la moitié des morts de 2023 (163) sont des humanitaires tués à Gaza entre octobre et décembre 2023, principalement dans des frappes aériennes.

Le Soudan du Sud, frappé par des violences civiles et intercommunautaires, et le Soudan, où une guerre entre deux généraux rivaux fait rage depuis avril 2023, sont les deux autres conflits les plus meurtriers pour les humanitaires, avec respectivement 34 et 25 morts.

Dans le top 10 figurent aussi Israël et la Syrie (sept morts chacun), l'Éthiopie et l'Ukraine (six morts chacun), la Somalie (cinq), la République démocratique du

Congo et la Birmanie (quatre chacun). Si les 280 tués de 2023 représentent déjà un nombre « scandaleux », « 2024 pourrait bien être sur la voie d'une issue encore plus meurtrière », s'est alarmée l'ONU.

L'ONU demande la fin des attaques contre les civils

Selon Aid Worker Security Database, 176 humanitaires ont été tués entre le 1er janvier et le 9 août 2024, dont 121 dans les territoires palestiniens. Ce chiffre est déjà plus élevé que la plupart des années complètes précédentes. Le précédent record datait de 2013 avec 159 morts.

Depuis octobre 2023, plus de 280 travailleurs humanitaires ont été tués à Gaza, dont une majorité d'employés de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (Unrwa), selon les Nations unies.

Dans ce contexte, les responsables de plusieurs organisations humanitaires vont envoyer une lettre commune aux États membres de l'ONU, réclamant « *la fin des attaques contre les civils, la protection de tous les humanitaires et que les responsables rendent des comptes* », a ajouté OCHA. L'organisation va appeler le public à se joindre à cette campagne sur les réseaux sociaux sous le hashtag #ActforHumanity.

Chaque année, l'ONU célèbre la Journée mondiale de l'aide humanitaire le 19 août, date anniversaire de l'attentat contre son quartier général à Bagdad en 2003. Cet attentat à la bombe avait tué 22 personnes, dont Sergio Vieira de Mello, représentant spécial de l'ONU en Irak, et blessé quelque 150 autres travailleurs humanitaires locaux et étrangers.

Si le nombre d'humanitaires tués atteint des records, la Aid Worker Security Database montre une diminution du nombre de travailleurs kidnappés en 2023, avec 91 enlèvements. Un chiffre au plus bas depuis cinq ans après le record de 2022, avec 185 kidnappés.

BAYALINA

BAYALINA, PAR AXEL GAUVIN... IN ROMAN DANN LA LANG
KRÉOL RÉNYONÉ, AN FÈYTON DANN TÉMOIGNAGES -99-

SAMDI 10 MARS (TROIZIÈM BOUTE)

Toudinkou, dann silanse l'arvni, la diréktrisse, san prévni,
san di pérsone rien, cé-d' larg in "Marseillaise" :

"Allons enfants de la patri i yeu
Le jour de gloire est arrivé...

El i arète in ti néstan rienk pou èl guèle ankòr :
Tous, j'exige que vous chantiez tous !

E nou i chante, nou i chante. Lina dann tas. Komansman
fèbe-fèbe, la boush demi-férmé, soman firmezir, gatir i
dèfe, laryaz i délashe : èl i largue la voix. I largue lo rir ossi.
I chante po kasse zorèy, i rire po kasse gozié, i chante...

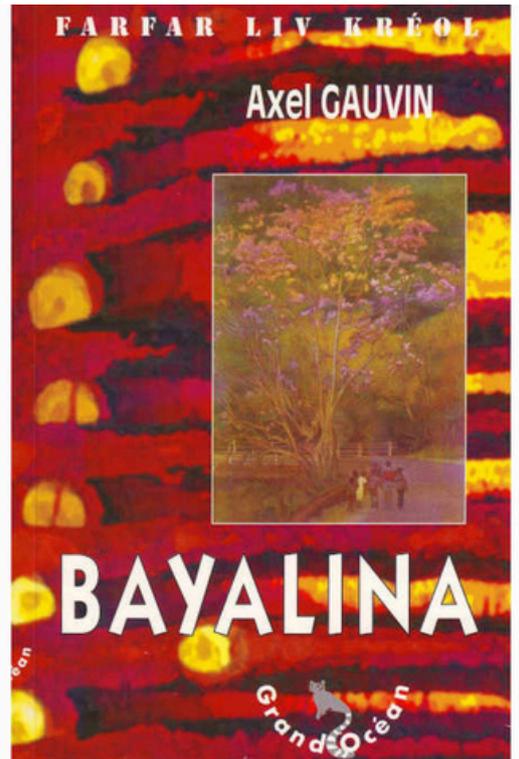
Ça i défande pa aèl guète amwin ossi !... Devine azot si
mwin lé kontan ! Si la joie i koule pa boranbor dann mon
sang ! Mwin ossi mi chante mon Marseillaise.

Mi kriye Marseillaise-là, mi guèle ça, mi largue à la tanpète
in Marseillaise eureu. Mi gayardize La Marseillaise.

Lo kalote, soman, k'Adèl la-gaingné – té i arète aèl rienk deux pti boushé même pou fini son
manzé ! – lo klakman ce kalote-là déssi la zou Adèl, épila son boushé deriz, la-bav, larme
mélanzé, apré koule atèr déssi la tab, ça la-fé arète anou trankil, sirtou k' Manmzèl la-monte
dessi in shèz pou bien avèye nou toute.

Kank nou la-fine tire Marseillaise-là, n'i fé pète in coup d' "Fiers Gaulois". Amwin dann ron,
soman, mwin lé à dmandé si l'âme mon vié zansète zindou la-pa kassiète dessou galé
bordaz lo Gange, kank zot la-antandi amwin fé ésploze mon

Fiers gaulois à tête blonde,
Nous marchions tous à la ronde...



Axel Gauvin



In kozman pou la route : « Pti sèrvèl, pti léspri »

Médam zé Mésyè, la sossyété koz èk mwin sé koz èk in kouyon mé sé o pyé d'lo mir k'i oi lo masson.

Mézami dann liv Daniel Honoré « somi-lo mo » mi sorte trouv lo kozman « kaniki sèrvèl kaniki léspri », mwin pou mon par mwin la touzour antann dir sak mwin la marke an-o la. Romarke anou bien, « kaniki » avèk pti sé lo mèm zafèr.

Mé kan mi oi kozman-la ékri kékpar, sa i fé panss amwin sak in profèssèr lalman téi di dsi lidéoloji bann nazi. I paré bann nazi téi panss opliss in mouné néna in gro tête donk in grol sèrvèl opliss lo mouné lé intélizan mé i paré, in zour, in sèf nazi lé

mor é in dokyèr nazi la fé latopssi é kossa li la romarké pars son lotopssi té pou démontre bann téori nazi, mé wala ké lo boug mèm si li l'avé in bèl koko d'tète li l'avé in pti sèrvèl. L'èr-la lo téori la kass par bloute pars final-de-konte la pa la grossèr la sèrvèl i fé la grandèr lintélizanss.

Astèr mi konpran pa pou kossa in kozman konmsa la fé pou ariv La Rényon é kissa l'adopte in kozman konmsa pars bien évidaman sé in çoneri san lo sédiye donk in konri.

Alé ! Mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli dvan, sipétadyé.

Justin

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR. RAYMOND VERGÈS

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
74ème année

Directeur de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;
1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:
Jean SImon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques
Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:
Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : redaction@temoignages.re

Site Web: www.temoignages.re

Tél : 02 62 55 21 21

Publicité: publicite@temoignages.re

CPPAP: 0916Y92433